

ARRÊTÉ 2022/UPF – 04

Portant nomination du référent déontologue-intégrité scientifique-laïcité

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment les articles 6 ter A, 25 à 28 bis ;
Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
Vu la loi n°2013-1907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique ;
Vu la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'Université de la Polynésie française ;
Vu le décret n°2016-1967 du 28 décembre 2016 relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration d'intérêts prévue à l'article 25 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu le décret n°2017-519 du 10 avril 2017 relatif au référent déontologue dans la fonction publique ;
Vu le décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique ;
Vu le décret n° 2021-1802 du 23 décembre 2021 relatif au référent laïcité dans la fonction publique ;
Vu la lettre-circulaire n° 2017-040 du 15 mars 2017 relative à la politique d'intégrité scientifique au sein des établissements d'enseignement supérieur et de leurs regroupements, des organismes de recherche, des fondations de coopération scientifique et des institutions concourant au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, dénommés « opérateur(s) de recherche, et au traitement des cas de manquements à l'intégrité scientifique ;
Vu la circulaire du 4 décembre 2018 relative à l'obligation de transmission d'une déclaration d'intérêts dans la fonction publique de l'État ;
Vu les statuts de l'université de la Polynésie française ;
Vu la déclaration d'intérêts de M. Youssef GUENZOU ;

Considérant la lettre de mission adressée à l'intéressé,

Le président de l'université de la Polynésie française,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Désignation

Monsieur Youssef GUENZOU, maître de conférences en droit privé, est nommé référent pour la déontologie, l'intégrité scientifique et la laïcité pour l'Université de la Polynésie française.

ARTICLE 2 : Missions

Le référent a pour missions de :

- 1° - Répondre par ses avis et conseils aux sollicitations sur des questions relatives utile au respect des obligations et des principes relatifs à la déontologie, à l'intégrité scientifique et à la laïcité, consacrés par les dispositions normatives nationales et la jurisprudence ;
- 2° - Créer une culture d'établissement sur la déontologie, l'intégrité scientifique et la laïcité, à travers des actions de sensibilisation, d'animation et de réflexion afin de faciliter la mise en œuvre de bonnes pratiques de la part des personnels et des étudiants ;
- 3° - Représenter l'université auprès de l'Office français d'intégrité scientifique (OFIS), du Réseau national des référents à l'intégrité scientifique (RESINT) et du Réseau national des référents pour la laïcité ;

UNIVERSITÉ DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Campus d'Outumaoro - Punaauia - B.P. 6570 - 98702 Faa'a - Tahiti - Polynésie française
Tél.: (+689) 40 80 38 03 - Fax: (+689) 40 80 38 04 - courrier@upf.pf - www.upf.pf

4° - Organiser, à son niveau et le cas échéant en coordination avec d'autres référents laïcité, la journée de la laïcité le 9 décembre de chaque année ;

5° - Assurer une médiation en cas de conflit ayant pour objet l'une de ses compétences.

ARTICLE 3 : Durée de la mission

La mission confiée à Monsieur Youssef GUENZOUl prend effet à compter de la date de publication indiquée ci-dessous.

Elle prend fin au terme du mandat du président en exercice de l'Université de la Polynésie française.

La durée du mandat ne peut être modifiée sans son accord.

ARTICLE 4 : Publication

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site web et intranet de l'Université de la Polynésie française.

ARTICLE 5 : Exécution

La directrice générale des services de l'université de la Polynésie française est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressé.

À PUNAAUIA, le 17 février 2022.

Le Président,



Pr. Patrick CAPOLSINI